LUMIÈRES LANDAISES

Le bulletin du Cercle Frédéric Bastiat
(www.bastiat.net)

N° 109. 4ème trimestre 2018

Directeur de la publication :
Patrick de Casanove

Rédaction : Cercle Frédéric Bastiat
146 Rue des Hauts du Lac
40440 Ondres

Tél. 05 59 45 36 47
E-mail : cercle.bastiat@gmail.com
(modalités d'inscription au cercle au bas de la dernière page)
ISSN : 1169-3894

« L'échange est un droit naturel comme la Propriété. Tout citoyen qui a créé ou acquis un produit, doit avoir l'option ou de l'appliquer immédiatement à son usage, ou de le céder à quiconque, sur la surface du globe, consent à lui donner en échange l'objet de ses désirs. Le priver de cette faculté, quand il n'en fait aucun usage contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, et uniquement pour satisfaire la convenance d'un autre citoyen, c'est légitimer une spoliation, c'est blesser la loi de justice. » Association pour la liberté des échanges (1846) Principes

Editorial

Le Weekend de l'espoir

« Considérations sur la nature et les causes de la richesse des nations » était le thème du 9ème Weekend de la Liberté organisé par le Cercle Frédéric Bastiat. L'affluence y a été très nombreuse et la présence de nombreux étudiants bien appréciée. Ils ont apporté un supplément de dynamisme à cette manifestation bien ancrée dans le paysage libéral français.

Les conférenciers, de grands talents, se sont succédé tout au long du congrès : Olivier Babeau, Jean Marc Daniel, le Général Jacques Favin Levêque, Vincent Ginocchio, Guido Hülsmann, H16, Yorick de Mombynes, Virginie Pradel, Corentin de Salles, Patrick Smets. Ils ont abordé les sujets les plus variés ayant un lien avec *la richesse des nations.*

Il est possible de regrouper ces sujets autour autour de trois grands thèmes :

- Les innovations. Innover caractérise le génie créateur de l'être humain. Ont été détaillées les cryptomonnaies, transhumanisme, l'internet.
- L'économie. Les grands classiques au libéralisme ont été traités : la fiscalité légère, la liberté économique, l'État minimum, la concurrence, la sécurité qui protège les Droits Naturels individuels.
- La culture et l'éthique. Culture au sens de *« l'ensemble des aspects intellectuels, artistiques et des idéologies d'une civilisation ou d'un groupe particulier. »*
  https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/culture/

Il est nécessaire de s'arrêter un instant sur ce dernier item. Le Cercle Frédéric Bastiat est une association culturelle. Il est important de bien assimiler que le libéralisme ne se limite pas à l'économie. La culture de respect des Droits naturels individuels (Liberté, Propriété, Personnalité), et l'éthique, font partie de ses fondamentaux. Il ne peut y avoir de libéralisme s'ils sont foulés aux pieds. C'est pourquoi le libéralisme est complètement différent du socialisme. Le libéralisme ne vole personne, ne porte tort à personne, il est juste et moral. C'est grâce à cela qu'il est performant et efficace. Le socialisme vole tout le monde et, au bout du compte, porte tort à tout le monde. *« C'est ce qui est arrivé. La chimère du jour est d'enrichir toutes les classes aux dépens les unes des autres ; c'est de généraliser la Spoliation sous prétexte de l'organiser. Or, la spoliation légale peut s'exercer d'une multitude infinie de manières ; de là une multitude infinie de plans d'organisation : tarifs, protection, primes, subventions, encouragements, impôt progressif, instruction gratuite, Droit au travail, Droit au profit, Droit au salaire, Droit à l'assistance, Droit aux instruments de travail, gratuité du crédit, etc. Et c'est l'ensemble de tous ces plans, en ce qu'ils ont de commun, la spoliation légale, qui prend le nom de Socialisme. »* Frédéric Bastiat *La Loi (1850)*. Cette spoliation à beau être légale le socialisme est injuste et immoral, parce que ce n'est pas la loi qui fait la justice, ni la moralité. C'est à cause de cela qu'il échoue toujours.

La France est épuisée par une « crise » qui n'en finit pas, désespérée par l'incurie des politiciens en charge du pays depuis des dizaines d'années. À force d'en souffrir, beaucoup de Français réalisent enfin que le système n'est pas le modèle que les hommes de l'État leur vendent. Ils aspirent à un véritable changement.

L'élection d'Emmanuel Macron a suscité une immense attente. Aujourd'hui c'est la désillusion. Les prétendues réformes, qu'elles concernent l'éducation, la fiscalité, le code du travail, la santé, les retraites, la SNCF etc. ne sont, à la lumière de Frédéric Bastiat, que des changements de paramètres, des modifications de réglementation. La situation du pays est mauvaise. La dette publique officielle de la France dépasse les 2300 milliards d'euros, (montant aussitôt prononcé, aussitôt dépassé), aucun budget n'a été équilibré depuis 1974. La pénurie existe partout : pénurie de travail, plus de 6 millions de chômeurs toutes catégories confondues, pénurie de logements, pénurie de soins médicaux, (déserts médicaux, files et délais d'attente), insécurité grandissante, etc.

Les gouvernements successifs ont toujours menti en affirmant qu'il n'y avait pas de solution autre que l'étatisme pour protéger les Français et « en même temps » les conduire à la prospérité. C'est pourquoi il était important de se se pencher sur les causes de la richesse et de la prospérité des nations.

« Il faut le dire : il y a trop de grands hommes dans le monde ; il y a trop de législateurs, organisateurs, instituteurs de sociétés, conducteurs de peuples, pères des nations, etc. Trop de gens se placent au-dessus de l'humanité pour la régenter, trop de gens font métier de s'occuper d'elle. » Frédéric Bastiat, *La Loi (1850)*

Ce qui revient à dire qu'il faut respecter « l'action humaine » :

Pour qu'il y ait prospérité il faut qu'il y ait le respect des droits naturels individuels : Liberté, Propriété, Personnalité. Ce qui veut dire respecter le libre échange, qui est le libre usage de sa propriété. Il est la première cause de la richesse des individus. Toutes les autres en découlent. L'Homme est créateur. *« La même somme d'efforts humains, c'est-à-dire les mêmes services, la même valeur réalise une somme d'utilité toujours plus grande. (…) Le lecteur voit bien maintenant ce qui constitue la vraie puissance de l'échange.(...) C'est tout simplement que, lorsqu'un homme dit à un autre : « Ne fait que ceci, je ne ferai que cela, et nous partage-*

rons » il y a meilleur emploi du travail, des facultés, des agents naturels, des capitaux, et, par conséquent, il y a plus à partager. » Harmonies économiques, *Échange (1850)*. C'est le libre échange qui crée l'harmonie entre les Hommes. Ce sont les individus qui agissent. Les individus libres, et prospères font la richesse des nations. Des individus embrigadés, formatés, collectivisés ne peuvent créer aucune richesse et la communauté entière s'appauvrit. Quant à l'État il ne crée rien non plus. *« En effet, l'État, ne l'oublions jamais, n'a pas de ressources qui lui soient propres. Il n'a rien, il ne possède rien qu'il ne le prenne aux travailleurs » Propriété et loi (1848)*. Regarder l'évolution de l'humanité permet de constater qu'aucune innovation utile à l'être humain n'est due à un politicien. Par contre leur imagination coercitive, destructrice est sans bornes : l'imagination fiscale, l'imagination réglementaire, l'imagination carcérale avec les camps de travail, de concentration, d'extermination. La liste n'est pas exhaustive.

Dans les faits c'est le libéralisme qui depuis le XIXe siècle a sorti des centaines de millions de personnes de la misère, a entraîné l'abondance matérielle, les loisirs et une meilleure santé pour les individus. Au début du XXème siècle le protectionnisme et l'étatisme nous ont conduits à l'extension de la pauvreté, à la guerre mondiale, à l'extermination de masse. C'est la libéralisation des échanges, certes incomplète et « régulée », qui dans la seconde moitié du XXe siècle a permis de retrouver la voie de la prospérité. Elle a conduit à une réduction considérable de la pauvreté mondiale, à une prospérité matérielle et à un état de santé des populations jamais encore atteints. En ce qui concerne notre continent, ce n'est pas la technostructure européenne qui a apporté la paix en Europe. C'est le libre échange entre ses pays.

Certes il reste encore beaucoup de misère sur terre. En France elle progresse. Il y avait les pauvres, puis il y eut les nouveaux pauvres, puis sont apparus les travailleurs pauvres. Sans oublier les SDF, puis les mal logés et enfin les retraites de misère. Le plan du gouvernement consistant à donner des aides aux pauvres ne les fait pas sortir de la pauvreté. Ils deviennent des pauvres subventionnés. Il faut un *filet de sécurité* comme dit Bastiat, mais seule la liberté économique permettra la disparition de la pauvreté.

La Sécurité est indispensable à la prospérité. Elle doit garantir et défendre les Droits Naturels individuels. La sécurité et la justice en France sont en déliquescence ou détournées de leur fonction. Elles obéissent à des lois et règlements décidés par les politiciens. Elles défendent un système socio économique et une organisation sociale bien plus que les biens et les personnes. Le seul service public qui a vu ses effectifs fondre est l'armée, qui n'est plus que l'ombre d'elle même.

Ne vous leurrez pas la liberté économique n'intéresse pas les politiciens, pas plus que éradication de la pauvreté, pas plus que la sécurité. Ils perdraient leur pouvoir. Les hommes libres, prospères, vivant en sécurité n'ont pas besoin de politiciens. Tandis que un grand nombre de pauvres aidés, des secteurs économiques régulés et subventionnés, une insécurité grandissante leur sont utiles. Parce qu'alors les gens dépendent d'eux. Ils leur doivent la survie.

Il existe aujourd'hui une discordance entre une république vantée comme *en marche*, où les « réformes » avanceraient trop vite et la réalité du terrain où, au mieux, rien ne bouge. Cette contradiction est dangereuse parce que les tensions s'accumulent et le risque d'explosion s'accroît au fil du temps. Comme en tectonique des plaques, le blocage accumule d'immenses quantité d'énergie, libérées d'un coup dans un tremblement de terre.

Aussi étonnant que cela puisse paraître à un gouvernement qui veut « sauver la planète », il ne peut rien contre les tremblements de terre. Mais il peut éviter les catastrophes économico sociales dont il en est le seul générateur

Que doit faire l'État ? Il ne doit rien faire, il doit laisser faire. *« Je dis : Laissez faire, en d'autres termes, respectez la liberté, l'initiative humaine... »* Responsabilité chapitre XX *Harmonies économiques (1850)* Le seul moyen d'en finir avec la pauvreté et de parvenir à la *« richesse des nations »* est de laisser agir l'être humain et de faire confiance à son esprit créateur.

Faire comprendre cela aux Français est le rôle du Cercle Frédéric Bastiat et la mission du Weekend de la Liberté.

Patrick de Casanove
Président du Cercle Frédéric Bastiat

Comptes rendus des conférences du 9ème Weekend de la Liberté 1ère partie

« Considérations sur la nature et les causes de la richesse des nations »

Patrick Smets

« De la Loi et de la civilisation libérale »

par Patrick Smets

Monsieur le Président,
Mesdames, Mesdemoiselles,
Messieurs,

En m'invitant ce soir à présenter devant vous cette conférence sur les liens entre le droit, la légitimité et l'harmonie sociale, vous me faites un grand plaisir et un grand honneur.

Un grand plaisir car le Cercle Frédéric Bastiat est honorablement connu dans le monde libéral depuis de nombreuses années. La personnalité de son fondateur, le regretté Jacques De Guenin, a rejailli sur le Cercle qui jouit partout d'une réputation de qualité et de sérieux. D'ailleurs, les différentes conférences de ce jour et d'hier n'ont pas manqué d'honorer cette réputation tant par leur grande qualité intrinsèque que par la profondeur des échanges qui ont suivis. Je ne doute pas que celles de demain seront au moins du même niveau et que nous en retirerons certainement les mêmes satisfactions intellectuelles et morales.

Plus d"une fois, déjà, j'avais songé à vous rejoindre, mais ma paresse atavique et ma désorganisation chronique m'avaient à chaque fois fait manquer les dates d'inscription. Je vous remercie donc, Monsieur le Président, pour l'invitation que vous m'avez adressée et qui me permet enfin de participer à cet agréable évènement.

C'est donc un plaisir que vous me faites, mais également un honneur. Car, lorsque vous me contactâtes, je me demandai bien à quel titre je pouvais prétendre à prendre la parole devant une assemblée d'une telle qualité. Je ne dispose ni des titres, ni des grades, ni de la célébrité des autres intervenants, et mon vieux diplôme de sociologie moisit au fond d'une armoire depuis fort longtemps. Je ne suis finalement qu'un dilettante qui cherche à meubler son oisiveté par quelques lectures et un peu de militantisme. Ne vous attendez donc pas à une contribution aussi pointue que celle que nous avons entendues jusqu'à présent mais plutôt à une échappée belle sur les chemins de l'histoire et de la sociologie, une sorte de grande vadrouille à travers 5 siècles d'histoire européenne.

Introduction

Vous m'avez demandé, Monsieur le Président, de vous entretenir des rapports entre la loi et l'harmonie sociale. C'est une question qui est au cœur de la pensée libérale, au point qu'on a parfois réduit celle-ci à une philosophie du droit. Nous sentons bien intuitivement qu'une société ne pourrait pas être harmonieuse si elle était déréglée et immorale. Mais il en faut de beaucoup pour que la loi parvienne à en restaurer l'harmonie. Quotidiennement, nous voyons proposer, défendre, voter et appliquer de mauvaises lois qui corrompent l'harmonie entre les hommes plutôt que de la renforcer. Depuis l'origine, le libéralisme se pose donc la question du sens de la loi, des limites de sa légitimité et de son utilité sociale.

Ce serait évidemment une œuvre gigantesque de vouloir reprendre l'ensemble des réflexions nées sur ces sujets chez nos grands auteurs. Ce serait une oeuvre gigantesque et inhumaine, si bien que, si je ne mourrais pas d'épuisement avant de l'achever, ce serait vous qui mourriez d'ennui avant que j'ai fini de l'exposer. Je vous demande donc pardon par avance pour mes innombrables simplifications, mes raccourcis et mes oublis. Ils sont excusables dans la mesure où ils visent à ménager et mon auditoire et le temps qui m'est imparti.

Je commencerai donc par un rappel succinct des origines du libéralisme et de son rapport particulier à la loi et au droit. Ce sont des notions que chacun ici maîtrise, mais sur lequel je veux porter mon éclairage particulier afin de rendre compréhensible la suite de l'exposé.

J'élaborerai l'idée que l'épanouissement du libéralisme au 19ième siècle n'est pas tant l'affaire du règne de la loi que de l'évolution conjointe du droit, de l'État et de l'économie dans une culture libérale, héritière de l'humanisme de la renaissance.

Je montrerai ensuite comment, a contrario, la chute du libéralisme au 20ième siècle, et les horreurs qui lui ont succédé, sont explicables par la disparition de la culture libérale. J'insisterai en particulier sur l'importance cruciale que prend la notion de foule à partir de 1900. L'apparition des masses conduit à la diffusion d'un nouveau type psychologique qui condamne la culture et enterre le libéralisme.

Enfin, je tenterai de montrer que nous vivons un moment charnière où il nous faut choisir entre individualisme et massification, entre élitisme et médiocrité, entre culture et barbarie. Et, je ne vous cacherai pas que dans ce combat qui s'annonce, le bilan actuel d'internet est globalement négatif. J'essayerai quand même de conclure sur une note d'espoir en appelant à un sursaut de dignité et à la possibilité de retrouver le goût de la culture classique.

Les fondements de l'État médiéval.

"L'État, c'est moi !" aurait dit un jour Louis XIV sans fausse modestie. Il n'avait pas tout à fait tort, mais il n'avait pas entièrement raison. L'État, ce n'est pas Louis XIV mais un de ses lointains prédécesseurs. L'État, c'est Clovis !

Je veux dire par là que c'est Clovis et ses successeurs mérovingiens qui donneront les lignes de force de la construction ultérieure de la France. Donc, si nous voulons comprendre l'État, nous devons comprendre ce qu'est Clovis. D'abord, Clovis, c'est un Belge ! Il est roi d'un peuple barbare qu'on appelle les Francs Saliens, dont le royaume va grosso modo de la Hollande à Cambrai et dont la capitale est installée à Tournai, dans le Hainaut belge, plus ou moins à hauteur de Lille. L'empire romain d'occident est en ruine. À l'est de la France actuelle sont installés d'autres peuples francs et burgondes. La Grande Bretagne subit les attaques des Angles et des Saxons, l'Espagne, l'Aquitaine et la Provence sont sous le contrôle des Wisigoths. Au milieu de ces barbares, survit une enclave gallo-romaine qui va de la Champagne à la Normandie. Ce qu'on appelle la fondation de la France, c'est la destruction de cette ultime zone de civilisation par les barbares de Clovis, avec son cortège de massacres, de viols et d'incendies. C'est aussi l'alliance de toutes les peuples francs sous la direction de Clovis. Alliance qui fut réalisée par Clovis d'une façon assez expéditive, vu qu'il fit assassiner tous les autres rois, en ce compris les membres de sa propre famille. L'évêque Grégoire de Tours raconte même à ce propos que, toute sa vie, Clovis a fait mener des recherches généalogiques afin d'être certain d'avoir éliminé tout le monde. L'État, c'est ça ! Un massacre organisé un barbare sanguinaire. Quoi qu'en disent les philosophes du Contrat Social ou les théoriciens de la démocratie, à peu près partout, l'État est né de la même façon, un grand bain de sang organisé par un tyran cruel et mégalomane.

Cette invasion extérieure, qui caractérise mieux la naissance de l'État que n'importe quelle idée de contrat social, donne naissance à l'une des caractéristiques les plus intéressante du droit au moyen-âge, sa dualité entre d'une part un droit coutumier qui règle les relations au sein du peuple et d'autre part, une série de privilèges, étymologiquement des "lois privées", qui gouvernent les relations entre les ordres sociaux. Par leur droit de vainqueurs, Clovis, ses compagnons et leurs descendants, s'extraient de l'ordre juridique ordinaire et se place en surplomb de la société, comme caste séparée.

Un millénaire plus tard, de l'eau aura coulé sous les ponts, les modes et les dynasties auront changé, les arts se seront raffinés, mais la conception du droit sera restée grosso modo la même.

D'un côté, un droit coutumier pour le peuple qui règle les relations entre les personnes, les statuts sociaux, la propriété, les héritages, les échanges, les normes commerciales, etc. En gros, tout ce qu'on appelle aujourd'hui le droit privé.

De l'autre, une multitude de privilèges, qui définissent les rapports - disons "administratifs" - entre les différentes entités sociales, classes, villes, régions, etc. C'est le magma des chartes, franchises, ou privilèges, qui fascinent l'esprit romantique et offre au moyen-âge sa civilisation particulière.

Pendant mille ans, seules ces deux formes de légitimité s'affrontèrent dans l'espace normatif. La coutume immémoriale et enracinée au cœur de la société fait face aux privilèges, conquis et maintenus au nom d'une histoire militaire. L'harmonie sociale découlait du juste accord entre ces deux sources de droits.

La révolution libérale.

L'arrivée du libéralisme, ce sera la remise en cause de cet équilibre, car la grande idée qu'il porte et qui le définit mieux et plus que les considérations économiques, c'est que la loi peut et doit être fondée en raison. Ce n'est pas tant ici le droit coutumier qui est visé que le régime des privilèges. Le droit coutumier survivra à la montée du libéralisme et, dans de nombreux cas, l'idée libérale revient simplement à libérer le droit coutumier de l'interférence des privilèges. Selon les nations et les circonstances, le système libéral sera donc un petit peu plus traditionnel ou un petit peu plus rationaliste, mais dans tous les cas, il cherche à mettre fin à l'accumulation absurde et incohérente des privilèges hérités du moyen-âge.

Bien sûr, l'idée que la loi doit être soumise à la raison est ancienne et peut être retracée au moins jusqu'à Aristote. Mais, les libéraux sont les premiers à en faire une affaire individuelle. C'est la raison, non pas comme concept philosophique, mais comme faculté personnelle, possédée par chacun, qui permet de saisir le lien qui nous unit chacun individuellement au droit. Dans les esprits bourgeois, la notion de libertés communales cèdent progressivement la place à la notion de liberté individuelle.

Je pense que le point de basculement doit être fixé, un demi-siècle avant John Locke, à la publication du livre de Grotius "le droit de la paix et de la guerre" en 1625. Sous sa plume, on lit que la raison nous est donnée par Dieu afin de découvrir ses ordres et ses interdits, mais il ajoute ce qu'on appelle "l'hypothèse impie" selon laquelle la loi naturelle est comme la raison, universelle et éternelle, et qu'elle vaudrait "quand même nous accorderions qu'il n'y a pas de Dieu." Il s'empresse évidemment d'ajouter "Ce qui ne peut être concédé sans grand crime".

Mais, par ce passage, le droit se libère de la tradition, en ce qu'il peut être découvert par un individu isolé, mais il se libère aussi d'une logique théologique qui se fondait toujours, in ultimo, sur une révélation religieuse.

L'idée sera retravaillée, approfondie, élargie, améliorée ou transformée ultérieurement par tous les auteurs classiques du libéralisme, Hobbes, Locke, Montesquieu, Kant, Jefferson, Sieyes, Constant, Bastiat etc. etc. Vous les connaissez tous par cœur, il n'est pas utile que je revienne dessus.

Chez tous ces auteurs, l'idée centrale qui revient sans cesse tient en quelques lignes et définit une nouvelle figure de l'harmonie sociale. L'individu n'est pleinement épanoui que quand il vit en accord avec sa raison. De même, la société n'est pleinement harmonieuse que si ses institutions s'accordent avec la raison individuelle. Ce sont les privilèges historiques, dépassés par l'évolution de la société, qui empêche chacun de se développer pleinement et de donner le meilleur de lui-même, dans le commerce, mais aussi dans les arts ou dans la philosophie. En moulant la loi écrite sur le droit tel que notre raison le découvre, nous garantirons l'harmonie sociale.

La loi a donc deux facettes, d'une part affirmer la liberté individuelle des citoyens, afin de permettre leur épanouissement économique et culturel, d'autre part limiter et contenir activement les gouvernements, qui sont la source réelle du désordre social qui ruine l'harmonie et la richesse des nations. Les deux facettes, économique et politique, du projet sont toujours liées comme l'expression d'une même vitalité humaine, d'un même désir de perfectionnement moral et spirituel.

Et cette vision va s'imposer dans toute l'Europe. À partir de 1688 et de la glorieuse révolution anglaise, le libéralisme va pénétrer toutes les élites intellectuelles. Partout, le libéralisme va devenir un programme politique. Partout, le libéralisme va infléchir les institutions. Si bien qu'en 1830, il n'est plus un pays en Europe dont le projet ne soit pas, d'une façon ou d'une autre, d'avancer vers la démocratie libérale. Et l'histoire du 19ième siècle va se confondre avec le programme libéral.

Alors, fut-ce un succès ?

Oui !

Oui, ce fut un succès !

Ce fut un succès inimaginable !

Un succès au-delà de toute espérance !

Un succès tel, qu'aujourd'hui encore, l'esprit à du mal à y croire et qu'on se refuse à admettre qu'un tel miracle puisse avoir eu lieu par le seul effet d'une pensée nouvelle.

Imaginez ! Quand Napoléon traverse l'Europe, il le fait encore comme Jules César, à pied, à cheval, à chariot. Un siècle plus tard, lors de la guerre de 14-18, il y a des trains, des automobiles, des camions, des avions même ! Nous sommes aveuglés par l'idéologie progressiste qui postule un long et constant progrès de l'humanité. Elle nous cache cette vérité incroyable. Nous avons plus progressé en 1 siècle que dans les 2 ou 3 millénaires précédents. Et il ne s'agit pas seulement d'un succès technique, mais d'un immense progrès dans tous les domaines.

Économiquement, bien sûr avec une richesse mondiale qui quadruple entre 1820 et 1914. Auparavant, il avait fallu un millénaire pour constater une progression pareille. Bien sûr, la misère n'a pas disparu, et des poches nouvelles sont apparues. Mais revenir sans cesse sur la photo de telle ou telle situation socialement épouvantable du 19ième siècle, c'est un façon de cacher le film d'ensemble, qui est un immense enrichissement collectif. Les famines ont disparu. Au 18ième siècle, vous avez encore des famines au coeur même de l'Europe, en France, en Angleterre ou en Allemagne. Au 19ième, il n'y a plus que 2 famines en Europe, et encore à ses marges, une en Finlande, et l'autre en Irlande. Puis c'est fini ! L'Europe mange à sa fin pour la première fois dans l'histoire. Enfin, tant que les communistes restent loin du pouvoir…

Le progrès est également évident dans le domaine culturel. De Balzac à Jules Verne, en passant par Victor Hugo, quasiment tous les grands romanciers français datent du 19ième siècle. Le 19ième siècle, c'est le siècle du roman comme le 17ième avait été celui du théâtre avec Corneille, Racine et Molière. Pourquoi ce changement ? Pourquoi le génie littéraire s'est-il déplacé vers le roman ? Pardi ! Parce que les gens savent enfin lire ! Au 17ième, le peuple ne savait pas lire et, d'ailleurs, ça ne lui aurait servi à rien parce que le papier coûtait horriblement cher. Mais au 19ième siècle, les gens lisent et écrivent comme des possédés. Les journaux sont partout et les romans sont dans les journaux.

Progrès scientifique aussi avec Darwin, avec Pasteur, avec Maxwell, avec Pierre et Marie Curie. À un cheveu près, on pouvait ajouter Einstein.

Et, enfin, confirmant l'explosion vitale permise par le libéralisme, la démographie elle-même s'emballe. La population de la France passe de 30 à 40 millions, + 25 % Celle de l'Allemagne de 22 à 56, +150 %. Et c'est, évidemment, l'Angleterre, le pays le plus libéral de tous, qui remporte la palme en multipliant sa population par 4, passant de 10 millions d'habitants à 40. Au total, la population européenne aura été multipliée par 2,5 soit autant que dans les 4 siècles précédents.

La révolte des masses.

Hélas ! C'est dans cette explosion démographique, alors même qu'elle est la preuve de la puissance vitale du libéralisme, qu'il faut chercher la cause de son abandon.

Lors de la Révolution française, Paris compte environ 500.000 habitants. Et avec une pyramide des âges plus proches du Maghreb actuel que de l'Allemagne. Probablement que la moitié de ces habitants sont des enfants, restent 250.000 adultes, dont 125.000 femmes à qui on ne demande pas leur avis. (Ce qui n'empêche pas jamais de le donner.) Reste 125.000 hommes adultes, qui ne font pas tous de la politique. Il faut donc se figurer que la Révolution française, les foules de l'époque, c'était quelques dizaines de milliers d'hommes. On ne va pas aller jusqu'à dire que tout le monde se connaît, mais tout le monde connaît quelqu'un qui connaît quelqu'un. Dans ces conditions, la notion de droits individuels semble évidente. Même l'idée d'un contrat social, c'est-à-dire d'un peuple qui se réunirait pour donner individuellement son accord à une constitution, n'est pas complètement inconcevable à cette époque.

Mais, un siècle plus tard, nous ne sommes plus face à des individus. Nous sommes face à des foules, face à des masses. La vie comme expérience vécue s'en trouve considérablement modifiée.

À ma connaissance, le seul auteur libéral à s'être emparé du sujet est José Ortega Y Gasset, dans son livre "la révolte des masses", composé dans les années 1920. Je suivrai donc son raisonnement dans la suite de cet exposé.

Le premier point qui attire l'attention d'Ortega, c'est l'enjeu que constitue au quotidien l'espace. Dans les bus, dans les trains, au théâtre, au restaurant, on se demande sans cesse si on trouvera de la place. C'était un problème qui ne se posait pas dans son enfance et tout paraissait

toujours trop grand et à moitié vide. Mais, depuis le tournant du siècle, explique-t-il, partout, l'homme se heurte à la foule. Le voisin empiète toujours sur ma zone de confort, obstrue mon champ de vision, bloque ma capacité d'action. La vie du voisin entre quotidiennement en conflit avec la mienne, et m'opprime en tant qu'elle m'empêche de choisir une direction de vie qui me soit personnelle. Comme plongé dans un banc de poissons, je ne peux plus satisfaire que des désirs qui vont dans le même sens que ceux de la foule.

L'intuition géniale d'Ortega, c'est d'avoir compris que cet entassement humain n'est pas un problème mécanique de fluides à stocker dans des contenants trop petits. On a beau construire des théâtres et des centres commerciaux toujours plus grands, ils sont toujours bondés. Au-delà de la question du nombre, la foule est en fait la manifestation matérielle d'une réalité culturelle qui est l'uniformisation des désirs. C'est parce que tout le monde veut au même moment, soit voir le même acteur, soit acheter le même objet, soit manger le même repas, qu'une foule se constitue quelque part. La massification est donc une conséquence de l'homogénéisation des conditions de vie. C'est l'uniformité mentale qui crée la foule physique.

Le monde d'avant la révolution industrielle est un monde qui nous apparaîtrait vide et extrêmement hétérogène. Les humains étant rares et les communications difficiles, les modes de vie changent de village à village, l'Alsacien et le Breton s'ignorent complètement, le peuple est éparpillé.

Avec le succès du libéralisme, la vie de l'homme ordinaire s'améliore considérablement. Jamais dans l'histoire de l'humanité, il n'avait été placé dans d'aussi excellentes conditions économiques et politiques. Mais, comme les hommes réels meurent pour laisser place à leurs enfants et petits-enfants, ces derniers perdent de vue la nouveauté de leur situation et oublient les conditions de sa survenue. Le confort et la liberté semblent des données naturelles, des droits évidents, et l'on s'offusque qu'ils puissent encore connaître des limites.

Ortega ne prétend pas que le peuple est devenu stupide, ce serait un contresens par rapport aux progrès du 19ième siècle. Mais, avant la révolution industrielle, le peuple était pauvre et souffrant. Il commençait sa vie avec l'idée que le monde était une vallée de larmes, qu'il était né pour souffrir et qu'il pouvait s'estimer heureux du moindre bien qui lui arrivait. Quand bien même il aurait eu une opinion sur la façon de gérer les affaires publiques, il était trop dispersé pour pouvoir unifier cette opinion et exercer un réel pouvoir. Il s'en remettait donc aux élites sociales, tant par habitude que par nécessité. Avec le développement du libéralisme, ces verrous sautent les uns après les autres. Ne souffrant plus, il considère la souffrance comme une absurdité. Sachant lire, il prétend se forger une opinion. Uniformisé, il devient la proie d'enthousiasmes collectifs incontrôlés.

Curieux vingtième siècle où le monde accède enfin à la civilisation mais où l'homme redevient primitif. L'homme du vingtième siècle jouit de l'automobile, en possède une et sait déjà que la suivante sera plus belle, plus rapide et plus confortable. Mais dans le même temps, il se désintéresse totalement de ce qui a rendu l'automobile possible, des conditions politiques, sociales et économiques qui ont fait advenir cette chose. Il n'y voit qu'un objet matériel au même titre qu'un arbre ou un rocher, sans plus percevoir que la conception même de l'automobile n'a été rendue possible que par l'immense effort de réflexion de plusieurs générations de philosophes libéraux.

Et la masse se révolte parce qu'elle prend pour acquis ce qu'elle possède déjà et veut que les problèmes restants soient résolus immédiatement. Elle ne veut plus prendre le temps de la discussion, le temps de la réflexion, le temps de l'élaboration, le temps de la comparaison, le temps de la procédure, le temps même de la préparation de l'action. Elle ne comprend pas le parlementarisme, elle ne comprend pas la limitation constitutionnelle des pouvoirs du gouvernement, elle ne comprend pas les droits de l'homme, la présomption d'innocence, la procédure et les droits de la défense. Non, elle veut la solution immédiate, le coup de force, l'action directe. Elle est mûre pour le fascisme et le communisme.

Si l'histoire du 19ième siècle, ce fut l'histoire du libéralisme, l'histoire du 20ième siècle, ce fut celle de la massification.

- Massification de la politique, avec, d'une part, le suffrage universel et, d'autre part, l'apparition de partis politiques gigantesques, au premier rang desquels les partis fascistes et communistes.
- Massification de la production, avec l'apparition du fordisme et la destruction du travail.
- Massification de la consommation, avec l'uniformisation mondiale des goûts et des modes.
- Massification de l'enseignement, avec la transformation de l'université en usine à diplôme.
- Massification des transports avec tous les problèmes de congestion et de pollution qu'on connaît.
- Massification des villes et des banlieues avec la construction de buildings tellement contraires à la nature humaine qu'on doit les dynamiter 40 ans plus tard.
- Massification du tourisme, qui est une nuisance écologique dont on ne parle pas assez.
- Massification des migrations humaines, avec des déplacements de populations qui se comptent désormais systématiquement en centaine de milliers.
- Et enfin, massification de la guerre, avec l'usage récurrent du bombardement des populations civiles, des camps de concentrations, des déportations, et, cerise sur le gâteau, des génocides, mot qui n'existait même pas au 19ième siècle, tellement l'idée en était inimaginable.

La loi comme moyen de gérer les foules.

Cette massification générale de nos sociétés porte en elle une altération profonde de la notion d'harmonie et de l'utilisation du droit.

Sous un régime libéral, la loi devait servir au développement des talents individuels. Elle était un support qui devait permettre à chacun d'exceller. Le but était de se distinguer et que chacun soit incité à exprimer au plus haut point sa part du génie humain. L'élitisme individuel était au service du développement commun de la nation.

Mais, avec la massification de la société, la distinction devient une sorte d'injure faite à l'homme moyen. Il n'est rien que l'homme de la masse déteste plus que l'excellence de son prochain. Il ne parvient pas à en comprendre la source et y décèle toujours une sorte de névrose, de vice ou de crime. L'harmonie sociale se conçoit donc désormais sous la forme d'une homogénéité de la population. Le français moyen devient la référence, la médiocrité devient la norme. L'harmonie sociale, aujourd'hui, ce n'est plus l'excellence, c'est la ressemblance.

La loi et tous les dispositifs administratifs qui l'entourent ne cherchent plus à encadrer des individus mais à gérer des masses. Ce n'est même plus l'égalité que l'on vise, car l'égalité ce serait encore au moins un principe et une sorte d'absolu. Non, ce n'est plus que la diminution des inégalités, c'est-à-dire la réduction de l'écart-type, concept statistique et administratif qui correspond si bien à l'esprit d'un temps tout occupé de nombres.

Et en un siècle, les fonctionnaires qui nous dirigent sont devenus des experts dans la gestion des masses. Ils ont conscience des risques et des catastrophes que peuvent déclencher les foules fanatisées. Ce sont des spécialistes dont les techniques s'améliorent chaque jour et, contrairement à ce qu'on entend parfois, le système n'est pas du tout aux abois. Il fonctionne très bien, au contraire, et atteint ses objectifs. Prenez toutes les politiques néo-hygiénistes dont on nous accable depuis 20 ou 30 ans, tous les "mangez-bougez" et autre "fumer tue", associés à des taxes diverses et des interdictions toujours plus nombreuses.

Et bien, cela fonctionne très bien. En France, la consommation d'alcool diminue régulièrement et a baissé de 50 % en 50 ans. La consommation de cigarettes suit le même chemin et a diminué de moitié en 30 ans. Quant à la vitesse sur les routes, sujet un peu plus récent, elle a déjà diminué de 10 km/h depuis l'an 2000.

C'est dans cette même logique qu'il faut comprendre l'apparition de toutes ces phobies plus ou moins absurdes qui ont émergé ces dernières années. L'homme de la masse ne peut pas comprendre qu'il existe une pensée qui ne soit pas une réaction primaire à un instinct. Il faut donc expliquer toute parole par l'affect. Ce n'est d'ailleurs pas à proprement parler faux car les émotions immédiates et basiques sont à l'origine des discours de la masse. Mais le problème, c'est qu'on applique la même logique au philosophe, qu'on refuse de reconnaître qu'il existe aussi une pensée réfléchie, une pensée rationnelle, une pensée cultivée, - osons le mot ! - une pensée supérieure. Que l'on évite d'aborder des sujets sensibles et complexes devant le peuple, c'est finalement assez raisonnable. Mais qu'on ferme des domaines entiers de la vie sociale à l'exploration philosophique, c'est là que le politiquement correct devient anti-culturel, anti-civilisationnel et, pour tout dire, anti-libéral.

Cette question du politiquement correct a pris une importance toute particulière avec la démocratisation d'internet et la massification des télécommunications.

Nombreux parmi nous furent ceux qui ont cru qu'Internet représenterait une révolution et nous permettrait de regagner les libertés que nous avions perdues. Hélas, naïfs que nous étions ! Encore soutenus par ce mythe, les développements récents des problèmes de contrôle, de censure, de désinformation sont présentés comme des influences externes qui détournent une noble technologie de son objectif. Mais, quant à moi, et après avoir participé à ce premier élan, je suis devenu pessimiste et je pense que par sa structure même, l'internet porte en lui un formidable danger pour la civilisation. Bien sûr, ce danger n'est pas directement visible car l'internet semble, au contraire, porter la promesse d'une communication plus rapide, d'un accès égal aux ressources culturelles, d'une plus grande démocratie. Mais, justement, ce qui se cache derrière ces mots, c'est l'approfondissement de la société de masse décrite par Ortega Y Gasset. Je pense que la technologie d'internet constitue un péril pour l'intelligence, un péril pour la pensée, un péril pour la culture et la matrice de nos futures dictatures.

Je sais que quand je me permets de critiquer publiquement internet, il y a toujours quelqu'un pour me citer tel ou tel programme éducatif qui est tellement génial. Je veux bien admettre qu'il y ait aussi des usages utiles à l'internet. Ce serait d'ailleurs tout-à-fait incroyable qu'il n'y ait que des monstruosités. Mais les programmes éducatifs ne caractérisent pas plus l'essence d'internet que les programmes d'Arte ne caractérise l'essence de la télévision.

L'essence d'internet, c'est Facebook, Twitter, Reddit, les blogs, les forums et tout ça. L'essence d'internet, c'est la possibilité pour n'importe qui de dire n'importe quoi, n'importe quand. C'est tout le monde qui parle et personne qui écoute. C'est l'effort de la pensée noyé sous les vagues de sarcasmes. C'est l'interrogation sincère et curieuse désamorcée par le flots de paroles instinctives, mécaniques, et répétitives, au point qu'on ne distingue plus un ordinateur d'un humain.

La communication humaine, la vraie, la bonne et noble discussion, est un effort perpétuel pour dépasser notre incommunicabilité fondamentale, c'est un réajustement permanent à l'autre, une élucidation progressive du sens de mots, la construction commune d'une réalité partagée, qui est toujours sur le point de se disloquer. En ce sens, il n'y a pas de vraie communication sur internet. Il n'y a que le jaillissement instantané d'une parole vide de sens, d'un slogan qui se confronte à un autre slogan et engendre l'humiliation, la haine et le fanatisme.

Je nourris en particulier une aversion profonde pour Twitter, où tant de gens intelligents s'abîment dans la stupidité ou la folie. Pensez que pour un tweet qui balance une absurdité, il faut trois tweets pour rétablir la vérité : un qui dit où est l'erreur, un qui explique quelle est l'erreur, et un qui corrige l'erreur. Et donc, avant que vous l'ayez corrigé, l'imbécile de service aura eu le temps de sortir trois âneries de plus. À forces égales, celui qui prend le temps de la réflexion, qui justifie ses prémices, qui reconnaît ses limites, qui ouvre la porte à la contradiction, celui enfin qui fait oeuvre philosophique, celui-là sera toujours perdant, submergé par les innombrables formes de la bêtise humaine, toujours plus nombreuses et toujours plus rapides.

Nous nous retrouvons donc face à cette mer humaine, que nous avons décrite précédemment, où chacun se frotte à son voisin et où l'on ne trouve de plaisir que dans l'imitation de chacun par tous. Sur Twitter, ce sont ces fameux hashtags au succès desquels il conviendrait d'être fier d'avoir pu participer. Et comment ne pas citer ici le célèbre "balance ton porc" qui est à Twitter ce que l'action directe était aux années 30 ? Une foule prise soudain d'une frénésie de vengeance, exigeant des mesures immédiates, rejetant toute présomption d'innocence, tout droit à la vie privée, toute procédure judiciaire contradictoire, et refusant même aux accusés la possibilité - je ne parle même pas de la possibilité de se défendre - mais la possibilité de s'excuser et de demander pardon. Et par la suite, cette foule, loin de se sentir honteuse de son accès de fanatisme, s'enorgueillit d'avoir eu le "courage" de passer outre toutes les règles élémentaires de la vie en société. Voilà ce qu'on appelle la barbarie, voilà ce qu'est l'essence d'internet.

La tentation de la barbarie

Monsieur le Président,
Il est temps pour moi de me résumer et de conclure.

Tout ce week-end, nous sommes revenus sur cette question posée par Adam Smith, "quelle est la cause de la richesse des nations ?" Pourquoi sommes-nous devenus riches ? Et bien, Monsieur le Président, nous sommes devenus riches parce que nous l'avons voulu ! Nous avons voulu être riches et libres ; et nous sommes devenus riches et libres.

Notre méfiance justifiée envers l'État nous fait parfois oublier cette évidence : Le libéralisme est né d'un projet. Bien plus qu'une quelconque doctrine philosophique ou économique, dont nous savons tous ici combien elle est difficile à définir précisément, le libéralisme se caractérise comme un projet, et même comme un projet collectif. Le projet d'hommes qui plongeaient leurs racines dans une bourgeoisie urbaine de plus en plus puissante et de plus en plus cultivée. Le projet d'une nouvelle élite : Donnez libre court à l'excellence individuelle et assurer la paix sociale en vivant selon les lois de la Raison.

Et cette idée, si simple, elle a produit le plus grand succès que l'homme ait connu. Adam Smith a écrit son fameux traité en 1776. Il était déjà surpris par les débuts de l'industrie. Comme il aurait été étonné de savoir tout ce qui suivrait : l'explosion incroyable des richesses, tant matérielles que culturelles ; les ravissements de peuples entiers devant les miracles de la technique et les bienfaits de la liberté.

Hélas, tous n'ont pas le même propension à s'émerveiller. Et les masses d'hommes à qui le libéralisme a permis de vivre ont très vite oublié à qui ils devaient la vie, la liberté et le confort. Ne les jugeons pas trop vite. C'est une attitude bien humaine, en vérité. Et vous-même, Monsieur le Président, sous votre douche, prenez-vous parfois le temps de penser au designer qui a conçu le pommeau, au plombier qui a placé votre installation, aux ouvriers de la voirie qui ont tiré les tuyaux jusque chez vous, aux ingénieurs qui ont conçus le réseau, les stations d'épuration, les chaudières, etc. En réalité, chaque goutte d'eau chaude qui vous tombe sur le corps est un miracle. Et, au lieu de rendre grâce à la civilisation qui a permis un tel miracle, je devine que, comme tout le monde, vous râlez de ne pas trouver un plombier le vendredi soir et de devoir passer un

week-end sans eau chaude. Mais, en réalité, ce sont les 363 autres jours de l'année qui sont extraordinaires.

Et bien, cette attitude d'enfant gâté que nous partageons tous, elle s'impose comme norme de vie au début du vingtième siècle. Et elle transforme radicalement la politique, des foules furieuses exigeant des solutions immédiates à tous leurs problèmes. Le vingtième siècle fut le siècle de la masse, de la démagogie, de la barbarie.

Tant bien que mal, le libéralisme a survécu. Estropié certes, défiguré peut-être, affaibli sûrement, mais il a survécu. Par contre, je ne pense pas qu'il aura la force de subir un deuxième siècle de barbarie et l'avenir de la culture européenne se joue réellement dans les années qui viennent.

Il s'est répandu récemment, dans les mouvements de droite, l'idée étrange que les masses seraient naturellement libérales ou conservatrices mais qu'elles seraient manipulées par des élites malveillantes. Il conviendrait donc de s'en remettre à des démagogues, qui en agitant le peuple, lui donnerait la force de se libérer des élites corrompues et de récupérer un pouvoir qu'on suppose naturellement enclin à la stabilité, à l'ordre et au développement économique.

Il est d'autant plus étonnant de rencontrer cette théorie à droite qu'elle est un décalque pur et simple du maoïsme de la fin des années 60. On postulait alors la spontanéité révolutionnaire des masses et la nécessité de renverser les élites du Parti Communiste Chinois. Ce fut la révolution culturelle et son million de morts.

Il faut donc le répéter, cette idée est fausse et dangereuse parce qu'elle méconnaît la réalité de la masse. La masse n'est ni conservatrice, ni révolutionnaire, ni libérale. La masse est changeante, brutale et stupide. La masse est une mer déchaînée que des vagues d'origines diverses secouent de mouvements contradictoires. Le démagogue navigue sur cette mer. Quel que soit son nom, son origine, son intelligence personnelle ou son parti, le démagogue est toujours un aventurier. Il se moque du futur comme il se moque du passé. Il veut être porté par des vagues immenses et il entend détruire tout ce qui empêche la masse de donner libre cours à ses pulsions immédiates. Il ne veut ni constitution, ni juges, ni critiques, ni contre-pouvoirs, ni délais dans l'exécution de ses ordres, ni intermédiaires dans ses échanges. Il veut l'exultation sauvage d'un peuple uniformisé, qu'il domine par un lien instinctif d'identité complète.

Quelque soit son camp, toujours le démagogue veut se débarrasser de la culture et en revenir à la barbarie.

Or, le libéralisme fut - et il reste ! - l'expression la plus haute et la plus belle de la culture européenne. C'était - et ça reste ! - le projet culturel, par excellence, celui de soumettre les intérêts et les passions à l'arbitrage de la raison, par la voie du dialogue, de la procédure, de l'argumentation contradictoire. Justice, procédures, formalités, normes, politesse, égards, galanterie. Autant de petites choses désuètes et apparemment anodines. Et pourtant, c'est tout cela que résume le mot "civilisation". Voilà ce que le démagogue déteste - la civilisation ! - et voilà ce qu'il détruit.

Alors, plutôt que se laisser emporter par la mer déchaînée, il nous faut sortir la tête hors de l'eau. Il faut refuser les modes politiques ou technologiques du moment, retrouver le sens de l'intériorité, du silence et de la lenteur. Cultiver sa personnalité, se distinguer ! Ortega propose cette jolie définition : "Vivre, c'est planter ses talons dans le sol." Reprise du contrôle de sa vie, ouverture à la culture, tâche ardue quand la foule est compacte, tâche inconcevable sans un modèle auquel se raccrocher.

Pour rendre un espoir au libéralisme, nous devons former le projet de dépasser l'homme-masse et offrir une nouvelle réflexion sur l'élitisme et l'individualisme. Ce projet intellectuel est hautement compatible (ce n'est pas un hasard, c'est la force du libéralisme !) avec notre ancestral combat contre la fiscalité prédatrice et l'étatisme tatillon. Mais l'erreur que nous avons souvent commise jusqu'ici, fut de le justifier en terme d'efficacité économique. Voyons plus loin ! Voyons plus large ! La perte de vitalité subie par le corps social sous l'effet du parasitage étatique est beaucoup plus profonde que sa seule mesure économique, c'est aussi et avant tout une perte culturelle.

Les progrès économique et culturel avancent toujours de conserve. À Athènes, à Rome, À Florence ou à Versailles, la plus grande richesse a toujours accompagné la plus haute culture. À l'inverse, le communisme ne fut pas seulement une faillite économique, ce fut aussi une effroyable Sibérie artistique, dominée par la laideur, le mensonge et la crétinerie.

Il y a une raison à ce parallélisme, c'est que l'homme cultivé sort de lui-même, qu'il cesse de se croire parfait et achevé, qu'il réalise ce qu'est l'expression d'un vrai talent. Et, alors, il ne voit plus les innovations de l'entrepreneur comme une agression, une tentative de fraude, ou un égoïsme mesquin. Il y voit au contraire une expression locale et spécifique du génie humain qui parcourt toutes les manifestations culturelles.

Et, plus important encore, il se découvre lui-même capable de création, doté de talents et justifié par une oeuvre utile.

Monsieur le Président,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

J'espère ne pas avoir abusé de votre temps et vous remercie de votre attention.

« De l'État fort qui nous écrase à l'État faible : la terrible trajectoire »

Olivier Babeau

par Olivier Babeau

La France est un pays très paradoxal qui pratique des inversions malignes d'une incroyable richesse et inventivité. C'est un pays où être libéral est synonyme de « dictature des puissants », un pays où baisser les impôts est un « cadeau », un pays où augmenter les dépenses publiques équivaut à « s'enrichir », un pays où le mot « rigueur » est synonyme d' « excès ».

Le désordre des finances publiques est emblématique du système, il en est la pierre de touche. En voici quelques chiffres. La dépense publique en France est :

- 1,7 fois plus importante que la moyenne de l'OCDE,
- par habitant, supérieure de 67,8% à celle de l'Allemagne

Le pays est surendettés, et toutes les secondes, la dette augmente de 2665 euros. Chaque enfant qui naît se retrouve immédiatement endetté d'environ 35 000 euros, soit 2255 milliards de dettes aujourd'hui, en 2018.

Quelles sont les causes de cette dégradation des finances publiques mais aussi, beaucoup plus important, quelles en sont les conséquences ?

Les causes

La plus importante de toute est cette tendance de l'État à grossir sans cesse. Remontons dans le temps et comparons l'évolution des dépenses de l'État depuis un peu plus d'un siècle : en 1872, ces dépenses publiques représentaient 11% de la richesse nationale ; en 1930, elles étaient de 22% ; en 1950, elles étaient passées à 53%. Aujourd'hui, on est à 57-58%.

La cause historique à ces débordements est aussi philosophique, et repose sur le dévoiement des théories du Contrat Social, qui, à partir des visions de Locke et Hobbes, ont été tordues par Rousseau. Celui-ci est le premier à dire qu'au nom de l'intérêt général, on peut écraser l'intérêt des particuliers. Rousseau est le fossoyeur de l'individu et de la civilisation qui, selon lui, est mauvaise. L'individu et la société dans son ensemble, sont corrompus. Nous sommes mauvais, mais heureusement l'État va nous remettre d'aplomb. C'est là toute l'idée de l'intérêt général.

La Révolution a marqué une incroyable fin des contre-pouvoirs qui existaient avant, considérant qu'à partir du moment où le peuple avait pris le pouvoir, ils n'étaient plus nécessaires. A partir de là, l'État va élaborer un droit pour lui, le « droit public ».

Il serait possible de citer tous les autres mécanismes propres à la dérive de l'action publique :

- l'auto-justification, c'est-à-dire que l'administration est sa propre référence ;
- la loi de Parkinson, élaborée par C. Northcote Parkinson sur le travail au sein des administrations. Il explique que le travail va augmenter comme un gaz jusqu'à finir par tout occuper : « le travail étant extensible, il n'y a pas (ou très peu) de relations entre un travail donné et la taille de l'équipe qui en est chargé ».

Nous n'avons pas encore commencé le processus de retour en arrière du point de vue de l'éléphantiasis de l'État. Les hommes politiques y prêtent la main. Il y a un décalage entre ce qu'ils décident et les conséquences, ainsi que ce qu'on appelle une ambiguïté causale : qui peut dire que, parmi toutes les actions qui ont été faites, telle action a permis de baisser le chômage ?

Les conséquences

Le désordre n'est pas seulement une manifestation ou un symptôme, c'est aussi un outil, un moyen pour l'État de continuer à grossir. Dans Le Labyrinthe, Jacques Bichot explique qu'il est dans l'intérêt des administrations de compliquer pour mieux régner. Cette complexité a beaucoup d'avantages dont le principal est d'élaborer un rideau de fumée qui éloigne le commun des mortels de toute tentative de compréhension, tels par exemple la fiscalité et la sécurité sociale. Qui pour comprendre comment fonctionne réellement notre système de protection de santé en France ? C'est quasiment impossible. L'autre grand avantage est que la production de normes est un travail, donc un moyen de justifier l'existence de certaines personnes. Enfin, plus il y a de normes, plus il y a de complications et plus il y a de complications, plus il faut de gens pour gérer cette complication.

Une maxime très répandue veut que si l'État est fort, il nous écrase, mais si l'État est faible nous périssons. Le problème est qu'en France, nous subissons une double peine : il est fort là où il devrait être faible et nous écrase, et faible où il devrait être fort et nous périssons. Ce sera de plus en plus le cas dans l'avenir.

Le philosophe Marcel Gauchet a constaté dans Comprendre le malheur français que la France avait raté son entrée dans la mondialisation après le choc pétrolier de 1973. Depuis, elle rate tout. Sur l'arrivée d'Internet par exemple, on expliquait que cette nouveauté n'avait aucun avenir et qu'il fallait garder le Minitel qui aurait bien plus de succès en termes commerciaux. De même, nous avons complètement raté le virage des smartphones, celui de l'intelligence artificielle et nous en sommes en train de louper celui de la voiture autonome. La France est sur le point de devenir une pauvre colonie numérique, attirée vers le fonds par un État qui n'a rien compris aux enjeux. Il y a bien sûr l'écrasement fiscal, déjà pointé du doigt par Érasme en son temps. Aujourd'hui, l'État se rêve en organisateur alors qu'il n'est que la voiture-balai du marathon de la mondialisation. Mais les gens avancent sans lui, le monde avance sans lui, ou du moins sans les États européens. Les Européens sont extraordinairement naïfs quand ils en viennent à imaginer les luttes économiques, car ces luttes sont des luttes entre nations, ce que les États-Unis ont relativement compris et que la Chine a totalement compris. Elle ne se cache d'ailleurs pas d'avoir un agenda de domination du monde. Les deux seules choses que l'Europe a très bien exportées sont la TVA et le RGPD, uniquement des règlements donc.

Nous devenons dépendants des autres pays et pour le moment il n'y a pas d'apparence que nous soyons capables de réagir d'une façon ou d'une autre. Pour ce faire, nous aurions besoin que l'État soit un peu fort pour une fois. Il faudrait que l'État cesse de croire que la guerre économique c'est entre de gentilles entreprises qui se font gentiment concurrence. C'est bien plus compliqué que ça, en particulier quand les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple etc.) sont en train de prendre le pouvoir non seulement sur l'économie mais sur nos esprits. Les écrans absorbent de plus en plus notre attention et sont calibrés pour cela. Nous sommes en train de sortir de l'ère de la lecture, d'autant plus qu'on a cru qu'avec Internet et les hyperliens, on allait pouvoir approfondir cette lecture, ce qui est faux. Les hyperliens détruisent la concentration.

La fin de notre prospérité n'est pas liée qu'à des mécanismes économiques brutaux qu'on peut observer. Ce qui est en train de s'opérer est beaucoup plus subtil et pernicieux. C'est une prise de contrôle généralisée des cerveaux à travers les smartphones par exemple. Les données sont envoyées et contrôlées par les États-Unis. Demain, ce sera peut-être vers la Chine. Le vrai problème derrière est celui de la souveraineté et de la démocratie. Ce qui devrait nous alerter est ce qui est en train de se passer en Chine : la notation sociale. On recoupe toutes les données de l'utilisateur chinois, et s'il est mal noté, il ne peut plus voyager, avoir de travail, de logement etc. La notation sociale est une immense prison à ciel ouvert qui est en train de se créer en Chine, qui sera probablement notre maître dans très peu de temps. Il n'y a même pas de raisons d'espérer que l'État réagisse, parce qu'en réalité on prend le même chemin. L'État a exactement le même agenda. Il veut nous contrôler et faire notre bonheur contre nous-mêmes. L'homme doit être redressé, et l'État se propose d'être le gentil redresseur qui va nous aider à être heureux.

Journées du Patrimoine de la ville de Bayonne.

« Partage du patrimoine européen »

Jean Bouheben

par Jean Bouheben

La conférence se présente en un cahier de 16 pages mis en forme par la graphiste Claire Séron, la couverture portant au recto le drapeau de l'Europe et les flèches de la cathédrale de Bayonne.

Les journées européennes du patrimoine 2018 ont donné lieu à diverses manifestations dans 50 pays et à BAYONNE le 15 septembre où Jean Bouheben de notre cercle a développé le thème proposé, à savoir « l'art du partage ».

A son avis, il s'agissait de montrer que le patrimoine est un élément central de la diversité culturelle et du dialogue interculturel, ceci afin de valoriser les meilleures pratiques et d'assurer ainsi la conservation et la sauvegarde du patrimoine qui constitue une ressource pour l'avenir dans

la mesure où il intervient au niveau social, économique, éducatif ainsi qu'au niveau des relations extérieures de l'Europe.

Dans le domaine social, Simone Veil qui présida le Parlement européen de 1979 à 1982 lutta contre les discriminations de toutes sortes et rechercha l'égalité entre hommes et femmes en Europe. De son côté, Jacques Delors lorsqu'il officia comme président de la Commission européenne, chercha à concilier l'approfondissement de l'intérêt économique avec le développement d'un véritable modèle social européen.

L'acte unique européen de 1986 fut l'initiateur de l'amélioration des conditions de travail des salariés européens en imposant un temps de conduite pour les chauffeurs routiers, l'obligation d'informer les salariés et de les consulter, de se soucier de leur santé et de leur sécurité au travail. Le traité de Maastrich de 1992 dans son protocole social autorise l'Union européenne à intervenir en matière, notamment, d'information et de consultation des salariés, mais aussi en matière d'intégration des personnes exclues du marché du travail. C'est le traité d'Amsterdam de 1997 qui fera de l'emploi une question communautaire et mettra au service des travailleurs,des instruments financiers capables d'accompagner les outils décisionnels. Ainsi sera crée le Fonds social européen doté de 80 milliards d'euros jusqu'en 2019, la France en est bénéficiaire à hauteur de 5 milliards, le Ministère de l'Économie étant chargé de sa ventilation via les préfets de région.

Première puissance commerciale du monde devant la Chine et les États-Unis, l'Union européenne assure 20% de la production industrielle mondiale et possède des entreprises mondiales dans l'aéronautique, le spatial, le naval, le ferroviaire ou encore la chimie incluant la chimie fine. Si l'Union possède des infrastructures de qualité avec des ports de dimension internationale comme Rotterdam et Anvers et des aéroports de taille internationale, elle compte aussi des villes mondiales comme Londres, Paris, Berlin.

Si l'aspect économique est loin d'être négligeable, il est clair que l'aspect culturel participe également à ce sens du partage tel que proposé dans ces journées européennes du patrimoine. C'est ainsi que les programmes européens Erasmus et Erasmus + permettent aux jeunes européens grâce à des bourses mises en place par l'Europe, d'étudier hors de chez eux y compris dans le domaine de l'apprentissage. Le programme Erasmus + ayant pour objet de rapprocher la recherche publique de la recherche en entreprises en favorisant des partenariats multilatéraux, rapprochant le monde éducatif, les partenaires économiques et les collectivités territoriales à l'échelle transnationale.

En ce qui concerne les relations extérieures de l'Union européenne, elles sont sous l'autorité des chefs d'états et de gouvernements des pays membres qui se réunissent chaque mois dans le cadre du Conseil européen. Si le Conseil européen gère en dernier ressort l'affaire du Brexit, il a en charge aujourd'hui les décisions à prendre en matière de zones de libre-échange avec le Canada, le Japon et l'Australie important client de la France dans la mesure où plus de 500 entreprises françaises travaillent dans ce pays, Business France précisant de son côté que 140 entreprises australiennes exercent des activités en France et y emploient plus de 40.000 salariés.

L'Union européenne compte une armée de 60.000 militaires, l'Eurocorps avec des éléments venus d'Allemagne, de Belgique, de France, des Pays-Bas, du Luxembourg et de Pologne.

Il faut savoir que l'Europe est la première destination touristique au monde avec 600 millions de touristes, l'art du partage du patrimoine s'illustrant parfaitement ici avec la richesse d'un continent constituant le premier pôle culturel de la planète.

Ces considérations peuvent s'appliquer au niveau régional, par exemple dans le domaine de la région des Pyrénées où grâce à l'action du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne des partenariats ont été crées des deux côté des Pyrénées avec l'aide d'importants fonds de l'Europe afin de mettre en place l'axe européen E/7, de créer des coopérations renforcées avec l'Europe du Sud, mais aussi avec l'Égypte, Israël, la Syrie, la Jordanie, la Tunisie, le Liban et l'Autorité palestienne, maîtrisant ainsi une grande partie du bassin méditerranéen.

Cela dit, on ne saurait conclure cet exposé sans parler d'un enfant de Bayonne, on veut citer notre maître Frédéric Bastiat dont la pensée libérale nous anime encore aujourd'hui devant ce retour du protectionnisme, véritable guerre commerciale déclenchée contre la Chine, mais aussi contre l'Europe dont le resserrement des liens semble de plus en plus nécessaire. On peut penser que devant une telle situation, Bastiat aurait pris son bâton de pèlerin afin de convaincre les différentes organisations internationales et les pays de s'ouvrir au multilatéralisme nous conduisant à souscrire à la déclaration de Victor Hugo formulée lors du Congrès de la Paix en 1848 :*« un jour viendra où,vous France, vous, Russie, vous Italie, vous, Allemagne, vous toutes nations du Continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne. C'est ainsi qu'il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées ».*

Les personnes intéressées peuvent commander la brochure de sa conférence auprès de Jean Bouheben au prix de 10€ à l'adresse mail suivante *jeanbouheben@orange.fr*

À LIRE :

Frédéric reviens vite !
par Claude Goudron

Pourquoi cet appel ?

Beaucoup d'entrepreneurs ont cru en la capacité de M. Macron à réformer en profondeur notre Pays.

Je n'ai pas fait partie de ceux-là et, malheureusement, j'avais raison. Notre Pays a besoin, après quarante ans de laxisme, d'une refonte complète de sa gouvernance, principalement en ce qui concerne l'environnement économique PME, PMI & ETI.

La solution est finalement simple : Il suffit de s'inspirer des Pays ayant réussi, en premier l'Allemagne, et se donner comme objectif un taux de prélèvements obligatoires passant de 46,5% actuellement à 39 % du PIB possible seulement si l'Etat baisse ses dépenses de 10 points, objectif incontournable qui permettra à nos entrepreneurs de se battre enfin à armes égales !

Malheureusement plus nous attendons plus cela implique des mesures drastiques, ce postulat ne date pas d'aujourd'hui car déjà en 1780 Guillaume Thomas Raynal écrivait « Plus la dette s'accroit, plus la volonté et la possibilité d'y satisfaire s'éloignent ».

Pourquoi M. Macron n'y arrive pas, parce qu'il fait deux erreurs fondamentales, l'une étant la conséquence de l'autre :

1 - Il a oublié la plus importante des réformes, celle qui aurait dû être faite au lendemain de son élection en l'occurrence la baisse drastique des dépenses d'un l'Etat qui s'autoalimente de son obésité!
2 - l'amplitude des réformes, ayant oublié la première il est condamné à ne faire que des « réformettes » en essayant de nous les faire passer pour des « Big Bang » alors qu'après être passé sous les fourches caudines des partis politiques et du Parlement elles sont, faute de moyen, votées à minima. Elles n'auront donc que très peu d'impact !

Il faut donc de toute urgence revoir la répartition des budgets, à vouloir faire trop de social on tari, par manque de résultats économiques qu'il entraine, sa propre source de financement au risque de l'amputer au-delà du minimum indispensable.

En date du 11 Juillet 2018, la France est rétrogradé à la 7ème place mondial en valeur du PIB elle était à la 4ème en 2000. Alors oui écoutons les leçons de Frédéric Bastiat qui, il y a plus de 150 ans, nous alertait déjà sur les dégâts du socialisme, il serait temps de se réveiller !

Bonne lecture.

SITE DE VENTE INTERNET : www.a3gdition.fr

« Ne mélanchons pas tout, ou les trois grands sophismes de l'économie politique »

par Christophe Pettenati-Auzière

Au moment où le virus éminemment pathogène du populisme se répand comme une trainée de poudre dans toutes nos démocraties, sous la forme des discours cyniquement démagogiques les plus détestables, l'heure est à la vaccination de masse !

Il s'agit en effet, dans l'urgence, d'immuniser le public contre toutes les sornettes, les sophismes, les mensonges dont il est constamment abreuvé au sujet de l'économie, des inégalités, des riches, de la mondialisation, des robots, de l'intelligence artificielle ou des prétendus bienfaits du protectionnisme.

C'est ce que propose *« Ne mélanchons pas tout, ou les trois grands sophismes de l'économie politique »*. Cet essai s'appuie largement sur l'œuvre de Frédéric Bastiat, *Sophismes Economiques Vol I et II*, et *Harmonies Economiques* où étaient déjà abordés de manière magistrale les mécanismes subtils qui poussent la plupart du temps le public à raisonner en économie non pas de manière inexacte ou approximative, mais carrément à l'envers.

Valorisation paradoxale de l'obstacle, décalage dans l'espace et dans le temps des conséquences réelles de décisions économiques, incapacité à gérer rationnellement notre schizophrénie constitutive de « producteur-consommateur » voilà les trois grands maux dont notre vision est affectée en économie politique.

Cet essai est bien sûr une ode au libéralisme. Pas celui que les média caricaturent et vilipendent en permanence dans un « conformisme compassionnel » affligeant, celui du « renard libre dans le poulailler libre », non, plutôt celui, humaniste, lumineux, bienveillant de Frédéric Bastiat, le seul permettant à un pays d'avoir une politique sociale non pas « juste » mais efficace, financée par l'abondante production de richesses.

La France, pour de multiples raisons est fâchée depuis toujours avec le libéralisme, une invention de la perfide Albion (et de Jean-Baptiste Say, mais qui était d'origine huguenote émigrée en suisse…), religion dominante faisant l'apologie de la pauvreté et du dénuement (pour les autres…), centralisme excessif, aristocratie peu portée sur le commerce et l'industrie, sociologie de petits propriétaires paysans, industriels favorables aux cartels et autres monopoles, rien n'a concouru à prédisposer les esprits à une bonne compréhension des mécanismes de création de richesses. Pour beaucoup, même de nos jours, la richesse ne se crée pas, elle se « capte ». Et cette incompréhension fondamentale alimente tous les phantasmes ou autre « haine des riches » et discours démagogiques du même acabit.

Les sophismes on décidément la vie dure… Près de deux cents ans après la révolte des Luddites en Angleterre suivie de celle des Canuts à Lyon, on aurait pu penser que les extraordinaires progrès techniques de la fin du XXème siècle nous auraient définitivement réconciliés avec les « maudites machines ». Celles qui viennent prendre le travail des honnêtes gens en les poussant au chômage et à la misère… Et bien pas du tout ! Il ne se passe plus une journée sans que tel ou tel débat ne vienne nous mettre en garde contre les robots et l'intelligence artificielle qui, eux aussi, comme les anciens métiers à tisser, vont tous nous mettre à la rue ! Mais respirons, la solution est trouvée : le salaire universel ! Quel aveuglement !

Un chapitre de cet essai est consacré à la dénonciation vigoureuse de cette nième version du même sophisme, fondateur, consistant à ne voir dans le bien connu processus Schumpétérien de destruction créatrice que l'aspect immédiat, celui de la destruction, correspondant à la disparition d'un obstacle et de toute l'économie qui y était rattachée, grâce à un progrès technologique, sans percevoir ses bénéfices ultimes en termes de création de richesses.

Paradoxalement, le libéralisme en France n'a jamais été en aussi grand danger qu'aujourd'hui ! Voilà que depuis la dernière élection présidentielle, l'ensemble de la classe politique et des médias, ressassent à longueur de journée que le pays subit un « tournant libéral », certains pour s'en réjouir, d'autres, nombreux, pour le déplorer. Or il n'en est rien ! A 56% de prélèvements publics, le pays est infiniment plus proche du collectivisme que du libéralisme. Les quelques réformes utiles conduites dernièrement n'ont aucune chance d'aboutir à des résultats significatifs tant que le niveau des dépenses publiques ne sera pas fortement abaissé, cessant ainsi d'asphyxier économie et crédit au profit d'un Etat irresponsable. Si les choses devaient en rester là, assurément le grand public conclura que « le libéralisme ça ne marche pas » alors qu'en fait il n'aura jamais été mis en œuvre. Cette escroquerie intellectuelle constitue un danger létal qui fera le lit de tous les populismes et doit donc être vigoureusement dénoncée. C'est ce que tente de faire cet essai.

Christophe Pettenati-Auzière, né en 1952 à Montpellier a été dirigeant de sociétés dans le domaine de l'exploration-production pétrolière. Ingénieur, diplômé d'un MBA de l'Insead, il est membre de la Société d'Economie Politique et a publié en 2012 un premier essai intitulé « Réflexions préalables à l'indignation ».

« Le génie des Suisses »

par François Garçon, éditions Taillandier

Spécialiste de la Suisse, François Garçon prend plaisir depuis des années à vanter aux Français les qualités, les mérites et les succès de son pays d'origine, et nous le prouve aujourd'hui sous la forme d'un vaste panorama. Voyage étonnant au cœur d'un pays qui a du génie...

« J'ai eu à cœur de mettre en valeur des entreprises, des événements, des monuments, des paysages, des mythes, des héros ordinaires, des personnages qui m'ont marqué, quelques escrocs aussi, qui témoignent de la diversité de ce pays, et de ses limites. Je me suis amusé à revoir certaines briques de la mémoire helvétique, mes souvenirs se mélangeant parfois aux faits vécus. J'ai voulu varier les points de vue en saisissant des objets de prime abord insignifiants (un référendum à Zermatt, la fosse aux ours à Berne, les abris antiatomiques, les chambres à lessive, le tintinnabulement, le droit de mourir dans la dignité Exit, les minarets, les hautes écoles, le Forum de Davos, Guillaume Tell, les droits populaires...). Ces brefs portraits et récits ne cultivent ni la prudence ni l'indulgence. Bien intentionné ou volontairement caustique, subjectif, toujours sincère, parfois déconcertant, mon regard est celui d'un citoyen-spectateur admiratif de la Suisse, ce jardin à la française dont les citoyens-utilisateurs assurent eux-mêmes l'entretien. Ce qui n'interdit, selon les circonstances, ni l'humour ni la distance. Et surtout pas les partis pris ».

François Garçon, suisse par son père et français par sa mère, docteur en histoire, enseigne l'histoire du cinéma à la Sorbonne (Paris-1), après avoir travaillé pendant vingt ans dans le secteur privé. Il est l'auteur chez Taillandier de « La Suisse, pays le plus heureux du monde »

Le deuxième numéro du Journal des Libertés, a été publié le 25 septembre dernier.

Vous savez que vous pouvez y accéder facilement et gratuitement en cliquant sur https://journaldeslibertes.fr/

Dans ce numéro un dossier spécial « Éthique, Libéralisme et Catholicisme » pose une question importante : peut-on être catholique et libéral ? La question est doublement cruciale aujourd'hui : d'une part le Vatican a publié un document sur les « Questions Économiques et Questions Financières » qui remet sérieusement en cause l'économie de marché et l'activité financière, d'autre part la France est un pays de plus en plus

déchristianisé et les catholiques y sont plus divisés qu'ailleurs, à la différence d'autres pays les libéraux catholiques sont peu nombreux. Serait-ce la raison de la crise morale, civique et économique traversée par le pays ?

Sommaire complet sur https://journaldeslibertes.fr/au-sommaire-du-dernier-numero/#.W87tRfY6-Uk

À VOS AGENDAS

Le 30 novembre 2018 à 19h30
Dîner débat organisé par M. Henri Levréro au Café du Théâtre, place de la Liberté à Bayonne.
Conférence : « Sortir de l'étatisme pour sortir de l'impasse »,
par Patrick de Casanove, Président du Cercle Frédéric Bastiat.
Inscriptions au 06 08 78 85 72

Événement officiel du Liberland à Paris :
Fondée en 2015 sur un territoire qui n'apparaissait sur le cadastre d'aucun pays, la République Libre du Liberland est un projet d'état dont la constitution est fortement inspirée de la pensées de Frédéric Bastiat.

Le samedi 1er décembre la ministre des affaires étrangères du Liberland Thomas D. Walls, sera présent à Paris. À cette occasion sera organisé un après-midi de conférences suivies d'un cocktail, où vous pourrez connaître toutes les dernières avancées du Liberland vers sa reconnaissance internationale et poser toutes vos questions. L'événement aura lieu à Paris. Entrée gratuite, places limitées.
Réservations sur marqueting@liberland.org

LA RELATION EUROPE-MONDE ARABE, RELATION D'ÉTATS ET D'INDIVIDUS.

Les relations étatiques entre la France et le monde arabe ont depuis des décennies une grande importance à la fois au plan intérieur et extérieur. Au XXème siècle des événements majeurs les ont modelées. Il faut citer : la guerre d'Algérie, la Guerre des six jours, l'ouverture de la France à l'immigration, le premier choc pétrolier qui suivit la guerre du Kippour. Ce que l'on appelle le « monde arabe » n'est pas uniforme. Si au point de vu religieux il est presque en totalité musulman, il n'est pas homogène au point de vu politique, ni au point de vue ethnique. Dans certains pays aujourd'hui arabes, les Berbères ont plus ou moins réussi, à préserver leur identité.

Yves Montenay, https://www.yvesmontenay.fr/. dans la présentation de sa conférence distingue trois courants dans la vision du monde arabe : l'érudit, l'hostile et le paternaliste.

Il me semble intéressant d'aborder ici la vision libérale. Cette vision est importante. Elle ne concerne pas spécifiquement les Arabes. Elle s'applique à n'importe quel être humain. Ses fondements sont les Droits naturels (Liberté, Propriété, Personnalité) et l'action humaine. Ce ne sont pas les états qui échangent mais les individus. L'échange libre entre les individus est le facteur de prospérité et d'harmonie entre les Hommes. À ce propos tout le monde devrait connaître la vidéo du crayon, ou Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976 explique merveilleusement le marché libre https://www.youtube.com/watch?v=SDUB4Pw39sg

Hélas depuis longtemps la relation entre les gens a été étatisée.

C'est valable à l'intérieur. Par exemple il n'existe plus de travail libre en France depuis les ordonnances de 45 qui ont étatisé, entre autres, l'échange de services par le travail.

C'est valable à l'extérieur. Par exemple on parle de balance commerciale en économie ou de relation Euro-arabe ou Franco-arabe en politique. Ce sont des facilités de langage admises mais trompeuses.

Cette étatisation des relations humaines a des conséquences pour les populations. Les politiciens peuvent organiser le monde sur leur dos, sans qu'elles n'en sachent rien. Elles en subissent les conséquences sans en comprendre le fait générateur. Prenons un exemple en rapport avec les relations Europe-monde arabe. Dans le chapitre Cap sur Eurabia de son livre *« Le face-à-face islam chrétienté. Quel destin pour l'Europe ? »* Claude Sicard écrit ceci : *« L'Europe a pris pour option de s'ouvrir au monde islamique, estimant que cette orientation stratégique conforme à sa philosophie est de nature à servir ses intérêts, tant au plan économique que politique. Le France joua un rôle déterminant dans cette affaire. Débarrassé du fardeau algérien le général de Gaulle entreprit en effet à partir des années 1962, d'orienter la politique extérieure de la France en direction du monde arabe. (…) l'objectif poursuivi par de Gaulle était de parvenir à rapprocher durablement l'Europe des pays arabo islamiques (...) La France (…) devint la cheville ouvrière de ce que l'on a appelé « Le Dialogue Euro Arabe » »* S'en suivent plusieurs pages décrivant la construction chronologique de ce fameux DEA. Ses résultats ont façonné la France d'aujourd'hui.

Dans ce débat concernant la relation Europe-monde arabe il n'est pas possible de faire l'impasse sur l'islam.

Frédéric Bastiat écrit : *« Pour moi, je pense que lorsque le pouvoir a garanti à chacun le libre exercice et le produit de ses facultés, réprimé l'abus qu'on en peut faire, maintenu l'ordre, assuré l'indépendance nationale et exécuté certains travaux d'utilité publique au-dessus des forces individuelles, il a rempli à peu près toute sa tâche.*

En dehors de cercle, religion, éducation, association, travail, échanges, tout appartient au domaine de l'activité privée, sous l'œil de l'autorité publique, qui ne doit avoir qu'une mission de surveillance et de répression. » À MM. les électeurs de l'arrondissement de Saint-Sever 1846.

Or l'islam est plus qu'une religion. Il est un aussi projet politique qui vise à prendre le pouvoir, soumettre et façonner le monde. C'est un outil parfait pour les Hommes de l'État qui font fi de *l'action humaine*. Or c'est précisément à *l'action humaine* qu'il faut revenir. Pour Bastiat, tous les êtres humains ont les mêmes aspirations, quelles que soient leurs croyances. L'immense majorité des Hommes ne demandent qu'à vivre en paix et en harmonie. *« Se conserver, se développer, c'est l'aspiration commune à tous les hommes, de telle sorte que si chacun jouissait du libre exercice de ses facultés et de la libre disposition de leurs produits, le progrès social serait incessant, ininterrompu, infaillible. »* Frédéric Bastiat *La Loi (1850)*

Le monde arabe est très présent dans l'actualité française. C'est pourquoi le Cercle a trouvé utile d'inviter Yves Montenay à animer un dîner débat pour porter un *« Regard lucide sur la relation Europe-monde arabe aujourd'hui »*. Venez l'écouter.

Patrick de Casanove
Président du Cercle Frédéric Bastiat

Le Cercle Frédéric Bastiat

Serait honoré par votre participation au dîner débat qui aura lieu

Le samedi 8 décembre à 19h30

A l'hôtel Sourcéo, à Saint-Paul-Lès-Dax

Le dîner débat sera animé par
Monsieur Yves Montenay

sur le thème

« REGARD LUCIDE SUR LA RELATION EUROPE-MONDE ARABE AUJOURD'HUI »

PRIÈRE DE VOUS INSCRIRE DÈS QUE POSSIBLE EN UTILISANT LE BULLETIN RÉPONSE CI-JOINT

La vision du monde arabe est composée de courants de pensée ou d'action extrêmement divers et contradictoires, qui remontent très loin dans l'histoire de France. Il s'agit du monde arabe, et non musulman, ce qui exclut par exemple les Turcs, et ne se focalise pas seulement sur la religion

Une première famille de courants comprends les érudits (intérêt pour une civilisation largement persane ou pour la branche mystique de l'islam), les politiques (diplomatie) ou et les commerçants (tolérants par nature ou par nécessité). Pour ces raisons la France a lancé l'étude de la langue arabe dès François Ier.

Mais il y a aussi une famille de courants hostiles, alimentés par la disparition des églises du Maghreb et du Levant, par le souvenir des Barbaresques et de leurs razzias des côtes méditerranéennes, les drames de la guerre d'Algérie, enracinés dans la mémoire française par les récits des Pieds-noirs. Et aujourd'hui le terrorisme, bien que plus musulman qu'arabe, car, vu de France, c'est à tort souvent synonyme.

Il y a eu aussi un courant paternaliste colonial et enfin celui qui se soucie depuis des siècles des chrétiens arabes, des montagnes libanaises scolarisées en français bien avant « le mandat » aux Pères blancs de Kabylie. Ces derniers ont évolué d'une possible « re » conversion de masse à la sauvegarde de l'identité berbère.

Ces courants se contredisent largement et reflètent en partie une division intellectuelle et sociale, les courants « positifs » étant plutôt présents dans le haut de la pyramide sociale. Cela explique également la profonde division de l'opinion française sur l'immigration considérée comme largement arabe.

Or ces diverses approches ont en commun de mal s'appliquer à la situation actuelle du monde arabe. En effet ce dernier est caractérisé par une décadence intellectuelle et religieuse profonde, des systèmes scolaires calamiteux et hostiles au monde extérieur, occidental particulier. Le tout aggravé par des gouvernements autoritaires voire sanglants et des économies à la dérive, qui ont des répercussions sur nous dans de multiples domaines, terrorisme bien sûr, mais aussi pollution de la Méditerranée, pression migratoire, etc.

La divergence des opinions françaises a été aggravée par le fait que les élites françaises, tant intellectuelles que commerciales, ont été surtout en contact avec la fraction occidentalisée des pays arabes, fraction qui est actuellement impuissante politiquement, sauf dans une certaine mesure au Maroc et en Tunisie.

Enfin, comme pour tous les autres débats, les réseaux sociaux sont loin de favoriser une meilleure connaissance des données. Ils poussent chaque courant d'opinion à évoluer isolément et de façon de plus en plus radicale. La controverse sur l'enseignement de l'arabe en France et les préjugés sur la démographie arabe en sont de petites illustrations.

Un grand travail de synthèse est donc maintenant indispensable.

Yves Montenay est diplômé de l'École Centrale de Paris, de Sciences-po Paris, , d'économétrie à Paris VI et docteur en géographie humaine (Paris IV, « Démographie politique des pays arabes d'Afrique ») Il a eu une double carrière en entreprises internationales (gestion de l'énergie) et dans l'enseignement supérieur (Sciences-po puis ESCP : économie, géographie humaine, monde musulman….) Actuellement retraité, il anime une O.N.G. d'information Nord-Sud, et édite une infolettre abordant ces sujets.

CV détaillé, ouvrages et publications sur yvesmontenay.fr

Ci-joint le bulletin d'inscription.
Pour tout renseignement complémentaire, www.bastiat.net.
Pour contacter le Cercle
cercle.bastiat@gmail.com ou au 05 59 45 36 47.

imp. castay - aire/l'adour

Pour devenir membre du cercle, il suffit d'envoyer à Mme Françoise Couture, Trésorière du Cercle Frédéric Bastiat, 86 route de Samadet, 40320 Geaune, un chèque de 30€ par famille pour l'adhésion simple et 50€ pour l'adhésion de soutien, 100€ adhésion bienfaiteur à l'ordre du Cercle Frédéric Bastiat. On peut aussi s'inscrire par e-mail.
Les modalités (très simples) sont indiquées sur le site Internet du Cercle, www.bastiat.net.
Il n'est pas nécessaire d'être membre du cercle pour assister à ses dîners-débats.